

La COP27 au pied de l'urgence climatique

La 27^e conférence annuelle de l'ONU sur le changement climatique s'ouvre en Égypte, en pleine crise énergétique mondiale. La pression monte sur la mise en œuvre des objectifs déjà actés.

Les grands acteurs du climat y seront. Au premier rang desquels les dirigeants politiques, négociateurs, experts et militants de la cause climatique. La COP27 s'ouvre ce dimanche à Charm el-Sheikh, en Égypte, et va durer jusqu'au 18 novembre. La conférence des parties (COP) doit fixer un cadre international pour répondre aux changements climatiques. Une négociation entamée par les États depuis près de trente ans. « Nous sommes loin de l'objectif de l'accord de Paris, qui est de limiter le réchauffement de la planète bien en dessous de 2 °C, de préférence d'1,5 °C », souligne le programme pour l'environnement de l'ONU, dans son dernier rapport. En octobre, aucune voie crédible pour atteindre 1,5 °C n'est en place. Seule une transformation urgente de l'ensemble du système peut éviter une catastrophe climatique. »

Pouvoir s'adapter dès 2050

C'est aussi là où se mesure l'inquiétude des experts du climat. « Revenir à l'accord de Paris, c'est un objectif de bon sens, c'est le climatologue Jean Jouzel (lire interview page suivante). C'est-à-dire quelles mesures il faut prendre pour que les jeunes d'aujourd'hui puissent s'adapter en 2050. C'est l'urgence. » En 2015, avec l'accord de Paris, l'ensemble des États avait signé pour la première fois un engagement à baisser leurs émissions pour ne pas dépasser un réchauffement de 2 °C. Lors du pacte de Glasgow, signé il y a un an, l'ambition a baissé sur un gros morceau de charbon, actant l'impossibilité de s'accorder sur la fin définitive du combustible fossile le plus polluant. Avec une hausse des températures deux fois plus rapide sur les trente dernières années que

Dossier : Sonia BONNIN, Sophie CASALS, Aurélie SELVI et Flora ZANICHELLI
solutions@nicematin.fr

la moyenne planétaire, l'Europe est devenue une région où le réchauffement constaté a été le plus considérable. Constat annoncé ce mercredi par l'Organisation météorologique mondiale. Pourtant, le contexte géopolitique de guerre en Ukraine, crise énergétique et hyperinflation, fait redouter que la prétendue priorité climatique ne cède le pas. « Le contexte n'est pas favorable aux avancées majeures », craint Jean-Pierre Gattuso, océanologue, directeur de recherche au Laboratoire d'océanographie de Villefranche CNRS, Sorbonne université et Idri-SciencesPo.

Liste de solutions

Depuis trois décennies, les scientifiques ont rassemblé les données d'un immense puzzle, aux ressorts complexes, mais dont la vision d'ensemble ne fait aucun doute.

« D'un côté, il faut expliquer aux décideurs politiques ce qu'il se passe. Il faut qu'ils comprennent que l'impact, ce n'est pas dans 20 ans, 30 ans ou 100 ans, énumère Nathalie Hilmi, chargée de recherche au Centre scientifique de Monaco. Le problème est là, ce n'est déjà en pleine catastrophe. C'est un premier aspect. »

Pendant quinze jours, à Charm el-Sheikh, la scientifique, autrice principale du Giec¹, va enrichir les interventions. Son seul credo : « Dire aux décideurs qu'il y a des solutions, liées dans le rapport du Giec. Elles sont urgentes. Et possibles. »

1. Rapport AR6 du Giec, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'état du climat, publié en 2021.



En France, la hausse des températures est plus élevée que la moyenne mondiale. (Photo AFP)

Trois focus pour décrypter les enjeux



Nathalie Hilmi est autrice principale du 6^e rapport d'évaluation du Giec et de rapports sur les océans et la Méditerranée. (Photo Jean-François Ostertag)

Regards croisés de deux auteurs du Giec : Nathalie Hilmi, chargée de recherche au Centre scientifique de Monaco, responsable de la thématique « économie environnementale », et Jean-Pierre Gattuso, océanologue, directeur de recherche au Laboratoire d'océanographie de Villefranche CNRS, Sorbonne Université et Idri-SciencesPo.

1. Justice climatique

N. Hilmi : « La notion de justice climatique est très importante car les pays en voie de développement sont les plus responsables des émissions de CO₂, mais sont aussi les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique de plein fouet. J'attends beaucoup de cette COP sur ce point, car elle est organisée dans un pays arctique, au Moyen-Orient. Les pays en voie de développement attendent une justice climatique. »

J.-P. Gattuso : « Un groupe de 77 pays en voie de développement réclame un mécanisme international, pour compenser les pertes subies. On trouve par exemple des petits États insulaires des Caraïbes qui émettent des quantités microscopiques de gaz à effet de serre mais subissent des cyclones et inondations gigantesques, des pertes de leur économie. Or les pays développés ne leur versent pas de compensation. C'est une injustice. »

2. Adaptation à tous les niveaux

J.-P. Gattuso : « L'adaptation est un enjeu qui se décline à tous les niveaux, jusqu'au plus local. Vendre les villes, les entreprises, faire une transition vers des énergies renouvelables, réduire l'utilisation des voitures, fi-

cilier l'utilisation des transports en commun, développer les mobilités douces (marche, vélo). »

N. Hilmi : « Ce qu'on verra le plus dans la région Paca, c'est la montée du niveau de la mer et la montée des températures. À terre, il faut penser différemment toutes les villes côtières, à cause de la montée des eaux. L'urbanisation accentue la montée des températures par les îlots de chaleur dans les villes. Il y aura aussi le problème de l'eau, avec la fonte de la neige et des glaciers. Cela ne concerne pas seulement la montagne, car cela impacte tout ce qui va suivre jusqu'à la mer et l'épuration des eaux. On ne peut pas séparer les villes, ainsi que l'agriculture. »

3. Engagement des États

N. Hilmi : « J'espère que la COP27 permettra de négocier des accords qui seront contraignants, sous peine de ne pas être appliqués. Dans le contexte mondial de crises, c'est maintenant qu'il faut inclure des actions pour le climat dans les politiques de lutte contre la crise économique. Avec une composante environnementale, on peut avoir une croissance qui soit résiliente face au changement climatique. Les pays s'engagent à réduire leur contribution nationale sur une trajectoire de baisse de leurs émissions de gaz à effet de serre. Il avait été convenu qu'en 2021, les États devaient revoir leurs ambitions à la hausse et les partager. Or, seulement 23 pays sur plus de 190 l'ont fait cette année. »



Jean-Pierre Gattuso est océanologue, directeur de recherche au Laboratoire d'océanographie de Villefranche, auteur principal du 5^e rapport d'évaluation du Giec. (Photo Philippe Bertini)

L'Université Côte d'Azur en délégation

« Faire entendre la voix académique par les décideurs » et « positionner les universités dans leur rôle de pourvoyeur de solutions ». C'est sur ces mots d'ordre qu'une délégation de l'Université Côte d'Azur se rend à Charm el-Sheikh, en tant que membre observateur de la COP 27.

Vice-présidente des relations internationales de l'université et professeur associée, Cécile Sabourault (lire photo page 10) est la responsable de la délégation, qui compte une dizaine de chercheurs et enseignants.

« Nos campus développent chaque année des milliers d'innovations technologiques, sociales et en matière de lutte contre le réchauffement climatique, en travaillant en étroite collaboration avec des partenaires locaux et mondiaux dans tous les secteurs », écrit l'université Côte d'Azur, partenaire d'autres universités européennes et nord-américaines. En 2021, une délégation composée d'étudiants, de personnels et d'enseignants-chercheurs avait participé à la COP26.

Quelle mesure tangible vous semble significative ? La fin du véhicule thermique, annoncée pour 2035. Est-ce qu'on y arrivera ? La mobilité joue pour 31 % dans nos émissions en France. C'est un point indispensable. Mais on peut aussi repenser la convention citoyenne. Je suis attaché à la proposition de limitation à 110 km/h sur l'autoroute. On peut le faire tout de suite. Ce serait une mesure exemplaire, immédiate, qui n'affecterait pas beaucoup la qualité de vie. Mais cette mesure n'est pas prise.

Quel regard portez-vous sur la radicalité, parmi les défenseurs du climat ? Je ne participe pas du tout. J'ai été contacté par Extinction Rebellion, je n'ai pas accepté d'actions plus

> Votre dossier du dimanche continue en pages suivantes

« Il y a un fossé entre les textes et la réalité »

Il n'a pas été surpris par les vagues de chaleur de l'été 2022, pas plus qu'il n'est étonné de l'automne estival que nous vivons. « C'est ce que nous avions prévu ! » Ancien vice-président du Giec, le climatologue Jean Jouzel est devenu un homme de combat, sans l'avis préalable. Même si, « avec les COP, on est loin du compte », il explique pourquoi l'événement reste nécessaire. Dans un moment charnière.

L'année a cumulé les épisodes de chaleur. Cela fait changer la perception du changement climatique ?

Par rapport à il y a quelques années, chaque citoyen peut avoir la perception d'un climat qui change, à travers les pluies torrentielles, ou les vagues de chaleur. Les chiffres sont là. Une vague de chaleur, qui survient tous les dix ans, surviendra désormais trois fois tous les dix ans. Et avec +4 degrés de réchauffement, ce serait pratiquement chaque année. Pour nous, ce n'est pas une surprise, c'était anticipé.

De quel faire changer nos comportements ?

Il y a 20 ans, les gens n'étaient pas convaincus. Quand le changement était peu perceptible, c'est là qu'il aurait fallu commencer à agir. La perception par les citoyens est un préalable à l'action. Mais vont-ils passer à l'action ? Ce n'est pas sûr. C'est une condition nécessaire mais pas suffisante.

À quel sort l'ambition, ou la négociation d'accords, s'il n'y a pas l'action ?

Pour moi, c'est une question au cœur de l'actualité. Atteindre la neutralité carbone, à l'horizon 2050, est inscrit comme objectif, en France, et c'est aussi le cas pour 120 pays. Le problème, justement, c'est qu'il y a un fossé entre les textes, ce qui est affiché, et la réalité. Il n'y a pas encore, en France, de véritable dynamique de diminution des gaz à effet de serre.

Quelle mesure tangible vous semble significative ?

La fin du véhicule thermique, annoncée pour 2035. Est-ce qu'on y arrivera ? La mobilité joue pour 31 % dans nos émissions en France. C'est un point indispensable. Mais on peut aussi repenser la convention citoyenne. Je suis attaché à la proposition de limitation à 110 km/h sur l'autoroute. On peut le faire tout de suite. Ce serait une mesure exemplaire, immédiate, qui n'affecterait pas beaucoup la qualité de vie. Mais cette mesure n'est pas prise.

Quel regard portez-vous sur la radicalité, parmi les défenseurs du climat ?

Je ne participe pas du tout. J'ai été contacté par Extinction Rebellion, je n'ai pas accepté d'actions plus



Jean Jouzel, climatologue : « Agissons tout de suite ». (Photo G. T.)

Comment le rendre concret ?

On peut toujours parler de la neutralité carbone en 2050, mais parlons des objectifs à l'horizon 2030, ici en France. On a deux fois trop d'émissions en 2030. C'est le message, agissons tout de suite. Ce sont les pays, ou les secteurs d'activité qui s'impliquent les premiers, qui gagneront. Y compris sur le plan économique. L'intérêt, c'est de s'engager dans la transition.

Par les énergies renouvelables ?

Il aurait fallu développer les énergies renouvelables au rythme auquel nous nous y étions engagés. On doit se poser des questions dans la stratégie qu'on a suivie. Pour les éoliennes en mer, il existe plus de 5 000 éoliennes en France. Et pas encore une en France qui soit rattachée au réseau. On est à moins de 20 % de renouvelable. Or on devrait être au-dessus de 100 %. Si nous avions tenu nos engagements, nous n'en serions pas là en termes d'utilisation des combustibles fossiles.

Et pour la Région Paca ?

J'ai fait de nombreuses conférences dans votre région. C'est une question qui peut se poser, pourquoi le solaire y est si peu développé. Les gens trouvent toujours de bonnes raisons, mais je crois quand même que c'est un enjeu majeur. C'est une région bénie des dieux en termes d'ensoleillement et il pourrait y avoir un développement important des énergies solaires. Ces possibilités ne sont pas mises en œuvre.

1. Les énergies renouvelables représentent 19,3 %, dans la consommation d'énergie en France, en 2021. L'objectif était de 23 % en 2020. « Cinq petits ans », par Edouard Le Péhéguez, par Jean Jouzel et Baptiste Denis.